



Jean-Louis Beffa

P-DG de Saint-Gobain

Auteur d'un rapport gouvernemental sur l'industrie française

L'industrie en France est très menacée

Jean-Louis Beffa n'est pas X-Mines pour rien. Il sait de quoi il parle et parle vrai. Le p-dg de *Saint-Gobain* a fait la preuve de son talent d'analyste perspicace en dénonçant, au cours du petit déjeuner du *club Lamennais* du 23 juin, présidé par Noël Clavelloux, président du *Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France*, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la *Lettre Horizons politiques*, « l'inefficacité de l'action ministérielle d'aujourd'hui »



Noël Clavelloux et Jean-Louis Beffa

— le Trésor en a pris pour son grade —, les dissensions néfastes au sein du « mammoth » bruxellois entre la commissaire Nelly Kroes et la *Direction générale de la concurrence*, sans oublier... le manque de « courage » du personnel politique. Un exemple : le p-dg de *Saint-Gobain* estime qu'il y aurait toute une stratégie à mener, à nouveau, à partir du nucléaire. « Si la France décidait d'être le lieu de production d'électricité nucléaire de l'Europe, si nous avions ce courage, a-t-il martelé, nous aurions un marché fantastique, des exportations formidables et aucun problème de marché

de contrat. Pour cela, il suffirait d'avoir l'ambition et le courage politique de... Pompidou ! » Voilà qui est dit.

Reprenant à son compte le « parler vrai » du ministre de l'Économie Thierry Breton qui, le jour-même, défendait devant l'Assemblée nationale, sa proposition de créer une *Agence de l'innovation industrielle*, Jean-Louis Beffa a estimé que l'industrie en France était très menacée. « Notre spécialisation n'est pas bonne. Nous n'avons pas assez de haute technologie », a-t-il souligné avant

de mettre en avant le déficit « dramatique » de notre pays dans l'information et les biotechnologies par rapport aux Américains. Pour s'en sortir, il prône la « voie japonaise » qui consiste à essayer d'inciter les grands groupes — « avec l'appui de l'Etat pour réduire leurs risques » — à aller plus vite vers la diversification d'activités dans le domaine technologique. Selon lui, si on ne le fait pas aujourd'hui, c'est parce que « le marché financier ne la récompense pas ». La conclusion de Jean-Louis Beffa est bien connue : sans une intervention de l'Etat, rien ne se fera.

Une concurrence chinoise imbattable ?



Prenant l'exemple des deux « métiers » où *Saint-Gobain* est exportateur — les tuyaux de fonte et le flaconnage —, Jean-Louis Beffa a estimé qu'il perdrait 80% de ses exportations, d'ici quatre ou cinq ans, s'il ne produisait pas en Chine. « Le marché chinois augmente de 60% chaque année ce qui correspond à peu près à la dimension du marché allemand. Si nous ne gagnons pas la bataille sur le territoire chinois, nous perdrons la bataille mondiale », a-t-il dit. Et le p-dg de *Saint-Gobain* d'affirmer qu'un nombre considérable de métiers — chimistes, sidérurgistes — sont aussi placés dans ce cas-là. Ce péril chinois se constate à deux niveaux. D'abord le formidable dynamisme économique de la Chine — 9,5% de croissance en moyenne — et des salaires défiant toute concurrence.

Le salaire moyen tout compris en France et aux Etats-Unis s'élève à 22 euros l'heure. Les Polonais et les Tchèques, qui travaillent aussi bien que les Français, sont payés 4 euros. Les Ukrainiens et les Russes 1,4 euro, et les Chinois... 0,8 euro ! Pas besoin de faire un dessin. De même, les chercheurs et ingénieurs chinois de très bonne qualité coûtent le quart d'un salaire européen, le coût de production est de 30% — et souvent de 50% — inférieur à celui du monde occidental. Le surinvestissement chinois est quasi omni-présent dans tous les métiers, les niveaux techniques et commerciaux s'améliorent. Bref, il n'y a pas de comparaison possible. Surtout lorsque l'on sait — comme le raconte Jean-Louis Beffa — qu'un patron chinois qui détient actuellement 50% du marché du verre automobile, fixe arbitrairement des taux de rendement pour ses usines. Si le taux n'est pas atteint, les ouvriers ne touchent pas leur salaire le premier jour, et ainsi de suite jusqu'au quatrième et là, s'ils persistent 10% des salariés sont licenciés le cinquième jour. « Il a le meilleur rendement ! », conclut perfidement le p-dg de *Saint-Gobain* en faisant rire... jaune les ingénieurs.

La riposte européenne : du national « en tâche d'huile »

Face à ce rouleau compresseur chinois qui bouleverse la donne mondiale, les Européens et les Français doivent réagir. En lui confiant sa mission, le président de la République a dit au p-dg de *Saint-Gobain* : « Je ne peux pas empêcher les délocalisations. Je vais prendre des mesures fiscales défensives. Mais je manque d'un projet qui donne du plus. Essayez de me trouver des grands programmes... »

C'est pourquoi Jean-Louis Beffa a proposé son *Agence de l'innovation industrielle* qui a pour but de définir des « Programmes mobilisateurs d'innovation industrielle » (PMII) dans les

technologies avancées qui ont vocation à avoir des prolongements au niveau européen. Il s'agira d'associer, précise Jean-Louis Beffa, « un grand groupe, des laboratoires publics, des PME et, mieux qu'on ne l'a fait dans le passé, des clients ». La différence avec les programmes « pompidoliens » des années 70 se situe là : du temps de Georges Pompidou, les programmes concernaient des entreprises publiques avec des commandes publiques et de l'argent public. Avec les PMII, l'initiative reviendra à des entreprises privées avec des programmes coopératifs et des clients privés.

Pour être concret, l'All a déjà prévu de retenir des programmes sur l'IRM de haute résolution, la bio photonique et les réseaux du futur. D'ores et déjà, les Allemands souhaitent s'associer à ces programmes (mais sans être partenaires à part entière de l'Agence d'innovation industrielle). Selon Jean-Louis Beffa, d'autres partenaires de pays européens ont souhaité s'associer à ces programmes : les Espagnols au pouvoir, les Italiens de gauche qui préparent l'alternance, des Anglais, ainsi que des Scandinaves. « Constituons des consortiums européens avec des financements intergouvernementaux », propose Jean-Louis Beffa qui a cette formule : « C'est du national en tâche d'huile » !

Le modèle finlandais, Grenoble... et le bâtiment

Jusqu'à présent, selon Jean-Louis Beffa, les deux seuls pays européens qui ont eu les bonnes réponses en matière industrielle sont la Finlande et la Suède. Il définit ainsi le modèle finlandais : un système coopératif avec une liaison exemplaire avec l'industrie, des stratégies de long terme, une action très intelligente de l'Etat qui soutient, et des efforts de recherche tant privée que d'Etat bien au-delà des 3% de l'objectif européen de Lisbonne. « Allons voir tout ce qu'ils font, et faisons pareil », tel est le conseil donné par Jean-Louis Beffa aux autres pays européens en quête de croissance.

Interrogé sur les « pôles de compétitivité » qui vont être choisis en juillet, le p-dg de *Saint-Gobain* a fait son tri : « Il faudrait en choisir quatre ou cinq », dit-il. Le « pôle céramique » de Limoges, selon lui, ne tient pas « le début du quart de la route ». Dans d'autres cas, il y a des laboratoires, mais pas de structuration comme dans la Région parisienne. Dans d'autres, il n'y a pas assez d'industries comme à *Sophia-Antipolis*. « L'idéal pour moi, dit-il, c'est Grenoble, et potentiellement Toulouse ! » Comme c'est agréable d'entendre parler vrai un ingénieur de haut niveau. On ne s'en lasse pas. Dernière confiance : Jean-Louis Beffa pense que la croissance ralentie va se prolonger en 2005, qu'elle ne se redressera pas en 2006, et qu'elle pourrait peut-être s'améliorer en 2007. « J'exclus, ajoute-t-il, un seul secteur : le bâtiment qui est ce qui marche le mieux en France. » Acceptons en l'augure.

